



GOVERNMENT OF TAMAULIPAS

Trois gouverneurs d'États mexicains célèbrent l'édition 2007 de la *cabalgata*, une cavalcade inter-États qui a lieu au mois de mars. À partir de la gauche : Eugenio Hernandez Flores, gouverneur de Tamaulipas; Humberto Moreira Valdés, gouverneur de Coahuila; et Natividad Gonzalez Paras, gouverneur de Nuevo León.

Le pays se mobilise contre les barons de la drogue

La mise en œuvre du plan de Calderón pourrait durer des années

PAR LISA J. ADAMS

LE JOUR OÙ ILS ONT CHEVAUCHÉ DE concert à l'occasion d'une fête annuelle en l'honneur de la région, les gouverneurs des trois États mexicains frontaliers du nord du pays ont présenté l'image idyllique des traditions et de l'unité nationales. Un détail ne cadrerait toutefois pas : les centaines de policiers régionaux et fédéraux armés jusqu'aux dents, embusqués à chaque coin de rue et jusque sur les toits pour assurer leur protection. La fête traditionnelle de la *cabalgata*, une sorte de parade équestre, célèbre une communauté d'intérêts et de culture, mais cette année pour sa septième édition ils ont tenu à lui conférer une portée plus profonde : il s'agit pour eux de serrer les rangs contre les redoutables trafiquants de drogue qui ont transformé leurs communautés en un véritable champ de bataille.

Comme jamais auparavant, les 31 États de la fédération mexicaine se sont mis à collaborer, entre eux ainsi qu'avec le gouvernement fédéral, pour combattre ces cartels sans foi ni loi, aux ressources financières illimitées, engagés dans une lutte féroce pour s'assurer la mainmise sur les filières de contrebande les plus lucratives et prêts à commettre sans le moindre scrupule des actes de violence toujours plus brutaux contre les autorités policières, corrompues et sous-équipées, qui sont censées les contrôler. « En ce qui concerne le trafic de drogue, nous allons poursuivre la lutte, et pour cela nous devons tous nous y

mettre », a déclaré Natividad Gonzalez Paras, le gouverneur du Nuevo León à la fin mars 2007 lorsqu'il s'est joint à ses homologues des États de Coahuila et de Tamaulipas pour cette chevauchée de 53 kilomètres à travers la région.

À l'issue des deux jours de *cabalgata*, les autorités des États de Coahuila, Durango, Chihuahua, Tamaulipas et Nuevo León, rejointes par celles du Texas (É.-U.), ont fait savoir qu'elles avaient conclu 19 accords de coopération, dont l'un porte sur l'échange de renseignements et l'organisation d'opérations conjointes de lutte contre le crime organisé.

Des barrages contre les trafiquants

À peine quelques jours plus tard, les autorités de Monterrey, la capitale du Nuevo León, ont annoncé qu'elles allaient collaborer avec les États limitrophes pour dresser des barrages sur les routes afin de capturer les trafiquants de drogue au moment où ils franchissent la frontière. Raison invoquée : l'assassinat de neuf personnes dans la ville en moins de 48 heures, parmi lesquelles deux chefs des forces de police. L'État septentrional de Durango, qui a un taux élevé de criminalité, a fait de même avec les États de Coahuila et de Sinaloa, ses voisins.

En février, la Conférence nationale des gouverneurs (CONAGO) a publié une « déclaration de sécurité publique » proclamant sa

« détermination totale à unir ses forces et ses ressources à celles du gouvernement fédéral; son engagement sans faille à présenter un front commun, résolu et inébranlable prouvant qu'aucune organisation criminelle ne saurait faire vaciller la nation mexicaine ».

Cela n'a pas toujours été le cas. Par le passé, les gouvernements mexicains, qu'ils soient municipaux, régionaux ou nationaux, n'ont jamais coopéré; ils s'entre-déchiraient ou se renvoyaient la balle. « Légalement, les États et les villes auraient eu la possibilité de coopérer, mais cela n'a jamais produit aucun résultat », explique Maria del Rosario Castro Lozano, directrice de l'Institut national du fédéralisme et du développement municipal (INAFED), une agence du ministère mexicain de l'Intérieur. « Les États disaient : « Cela ne relève pas de notre responsabilité, mais de celle du gouvernement fédéral, » ou alors les municipalités prétendaient que cela relevait de la compétence des États et non de la leur. Ce n'est plus le cas », affirme M^{me} Castro. « De nos jours, la sécurité publique est la responsabilité de tous. Les gouvernements échangent des renseignements et coordonnent mieux leurs opérations, qu'elles soient préventives ou punitives. » Deux raisons essentielles permettent de comprendre ce renouveau de la coopération : une prise de conscience de plus en plus aiguë de l'impossibilité pour les États d'affronter seuls l'hydre de la drogue, et l'insistance du président Felipe Calderón pour que la sécurité publique devienne la priorité au pays.

Lisa J. Adams est correspondante de l'*Associated Press* à Mexico. Au cours des sept dernières années, elle a effectué de nombreux reportages au Mexique et en Amérique centrale.

Il s'agit d'une lutte à grande échelle. Les cartels rivaux du Sinaloa et du Golfe se sont lancés dans une guerre sanglante pour s'assurer le contrôle des filières et d'un marché intérieur en pleine expansion, prenant pour cibles aussi bien les membres de l'autre cartel que les forces de l'ordre. À en croire des officiels, les trois premiers mois de l'année en cours ont été le théâtre de près de 500 décès liés à la drogue au pays. Ces mêmes officiels expliquent en partie cette montée de la violence par les luttes intestines menées par ceux qui cherchent à s'emparer du pouvoir auquel ont du renoncer les hauts responsables des cartels arrêtés au cours des dernières années. Plus de 70 policiers figurent au nombre des victimes, comme l'a rappelé Francisco Javier Santos Arreola, député et membre de la Commission de sécurité publique de la Chambre basse.

« Le problème est devenu si préoccupant qu'il laisse les États désemparés et les contraint à rechercher l'aide d'autres États », soutient Jorge Chabat, un expert en stupéfiants de la ville de Mexico rattaché au Centre d'études économiques et d'enseignement. « Tout indique qu'ils collaborent désormais bien mieux que par le passé. »

De la sorte, depuis son entrée en fonction le 1^{er} décembre 2006, le président Calderón, représentant le parti conservateur de l'Action nationale (PAN), a dépêché plus de 24 000 troupes pour combattre le crime organisé, notamment dans les États de la Basse-Californie, de Nuevo León, de Tamaulipas et de Sinaloa au nord, ceux de Guerrero et du Chiapas au sud, sans oublier l'État d'origine du président, le Michoacan, situé au centre du pays. Il a souligné que la guerre contre les narcotrafiquants ne sera gagnée qu'au prix d'une coopération constante et de longue haleine entre les forces de police locales, régionales et nationales. « Il est indispensable que nous travaillions tous la main dans la main, » a rappelé le M. Calderón en janvier dernier au cours d'une réunion de gouverneurs et de hauts responsables de la sécurité.

Réforme des forces policières

La « Plateforme Mexique » représente une pièce essentielle dans la stratégie de lutte contre le crime du président Calderón. Il s'agit d'un plan visant à créer une banque de données nationale accessible aux trois ordres de gouvernement qui rassemble des renseignements sur le trafic de stupéfiants. Il a également proposé de réorganiser les forces de police nationales et les services de police de tous les États et du district fédéral de Mexico, en instaurant des normes internationales en matière de formation, des tests pour éliminer les éléments corrompus, ainsi que des technologies de pointe.

« L'idée est que toutes les forces de police du Mexique - locales, régionales et bien évidemment fédérales - atteignent un niveau

permettant de restaurer la confiance de la population envers ses services de police », a expliqué le président avant de proposer une réorganisation fondamentale du système judiciaire mexicain, gangrénée depuis des années par la corruption, l'inefficacité et un manque de responsabilité publique. Les réformes envisagées, dont certaines requièrent l'approbation du Congrès, comprennent l'oralité des procédures, les programmes de protection des témoins et l'élaboration d'un code pénal unifié pour tout le pays. À l'heure actuelle, chaque État dispose de sien, et M. Calderón a rappelé que trop de divergences entre les définitions des infractions et les peines encourues créent souvent « des échappatoires permettant aux criminels de passer entre les mailles de la justice ».

Les États du Mexique se mettent à coopérer

En fait, explique Jorge Chabat, la collaboration entre les États et le gouvernement fédéral a été envisagée en 1995 déjà dans le contexte



REUTERS/DANIEL AGUILAR

Un officier de l'Agence fédérale d'enquête du Mexique monte la garde devant les articles saisis dans le cadre de rafles liées au trafic de stupéfiants effectuées au pays en avril.

du tout nouveau système national de sécurité publique, un mécanisme qui proposait lui aussi la mise sur pied d'une banque nationale de renseignements. Le problème qui s'est cependant posé tant à l'époque qu'ensuite avec Vicente Fox, le prédécesseur du président Calderón, tenait au fait que « certains États ne fournissaient aucun renseignement et d'autres des informations incomplètes, de sorte que le système n'a jamais pu fonctionner d'une manière efficace. Il n'y avait aucun mécanisme obligeant quiconque à participer : tout se passait sur une base plus ou moins volontaire. »

Le financement a représenté un obstacle supplémentaire. À en croire M^{me} Castro, d'INAFED, les fonds fédéraux censés renforcer les forces de police en les dotant de nouveaux équipements ou en améliorant leur formation, n'ont souvent pas atteint leur but en raison d'un système qui permettait aux États de répartir les subventions comme bon leur semblait. Par opposition, le nouveau programme d'aides fédérales aux États, proposé par M. Calderón et approuvé par le Congrès,

destine les fonds à des projets et des buts bien précis. Des audits seront même organisés pour vérifier que les autorités locales ont bien utilisé les fonds dans le but prédéterminé.

Le président Calderón a également instauré le dépistage obligatoire de la consommation de drogues dans les services de police, ainsi qu'un système contrôlant le degré auquel les États se conforment aux instructions en ce qui a trait aux renseignements qu'ils doivent communiquer à la base de données nationale.

Obtenir l'appui du législatif

À l'instar de son successeur, M. Fox avait présenté au Congrès tout un ensemble de réformes législatives et judiciaires, mais celles-ci ont été contrecarrées par le fait que son propre parti ne disposait de la majorité dans aucune des deux Chambres, sans oublier la résistance des partis d'opposition qui ont également torpillé ses réformes en matière d'énergie, de fiscalité et de travail. Le président Calderón pourrait bien se révéler plus fortuné. Son parti bénéficie actuellement d'une majorité tant à la Chambre basse qu'au Sénat, et le président, un politicien de carrière, a déjà démontré une capacité à négocier avec ses adversaires qui avait fait défaut au président Fox. Le nouveau budget fédéral 2007 proposé par le président a été adopté sans encombre par le législatif fédéral, qui a en outre récemment donné son aval à une révision suggérée par le président portant sur le système de pensions de la fonction publique — la première réforme fédérale d'envergure au pays depuis plus de dix ans. Il n'en demeure pas moins que l'obtention d'un consensus politique ne représente jamais que la première étape permettant d'amorcer les réformes de la police, de la justice et du système pénitentiaire qui seront nécessaires pour lutter avec succès contre le crime organisé. Même si elles sont approuvées, la mise en œuvre de telles actions prendra encore des années.

Entre-temps, les tout puissants gangs de narcotrafiquants ont fait savoir qu'ils ne se laisseraient pas démanteler si facilement. Cette année, rien qu'entre le 6 février et le 2 avril, les crimes liés au trafic de stupéfiants ont fait plus d'une vingtaine de victimes, parmi lesquelles 12 policiers, la fille d'un général assassinée à Mexico, deux prétendus indicateurs à Cancun, et deux supposés membres de cartels — la décapitation de l'un de ces derniers a été filmée et diffusée à grande échelle.

Le président Calderón a juré de se battre. « Nous ne baisserons jamais les bras, ni devant les provocations, ni devant les attaques. » a-t-il rappelé lors d'un récent discours d'encouragement aux troupes combattant les cartels de la drogue. « Pas de quartier pour les ennemis du Mexique. »